



(Bus drivers across Tanzania on Monday went on strike, paralyzing business and travel services across Tanzania, leaving tens of thousands of local and foreign travelers stranded in the capital city of Dar es Salaam and other big towns in this African country.)

BURUNDI :

Au Burundi, la police tire sur des manifestants

Le Monde.fr/Le 04.05.2015

Au moins quatre personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées par balle à Bujumbura lors d'une manifestation contre un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. Un premier bilan faisait état de trois morts, mais « un quatrième manifestant a succombé à ses blessures », a déclaré une figure de la société civile, le défenseur des droits de l'Homme Pierre Claver Mbonimpa.

Ces nouvelles victimes portent à treize le nombre de morts liées à la répression des manifestations, qui ont débuté le 26 avril. Dix opposants, deux policiers et un soldat ont été tués.

Pour la première fois depuis le 26 avril, au lendemain de l'investiture de Pierre Nkurunziza comme candidat à la présidentielle, qui se tiendra en juin, les contestataires ont réussi à rejoindre la place de l'Indépendance, en plein centre de la capitale burundaise. La police les a vite dispersés à coups de tirs de sommation, de grenades assourdissantes et de gaz lacrymogènes.

« Ils tirent sur les gens et ce sont des balles réelles »

Dans les quartiers de Musaga (sud de la capitale) et Nyakkabiga (Est), à la suite de violents affrontements, la police a ouvert le feu et tiré à balles réelles sur des manifestants qui jetaient des pierres. Des témoins ont fait état d'autres blessés par balle dans d'autres quartiers périphériques de la capitale.

« Ils tirent sur les gens et ce sont des balles réelles », a lancé un manifestant en courant dans le quartier de Musaga. « Que fait la communauté internationale ? On nous tire dessus à balles réelles », a renchéri Thierry, un autre manifestant de 32 ans. Et d'ajouter : « Que la communauté internationale nous vienne en aide, nos droits sont bafoués. » Une troisième manifestante qui n'a pas donné son nom a dit avoir reconnu un policier qui habite le quartier. « Il n'est pas censé nous tirer dessus mais nous protéger, ce n'est pas normal », a-t-elle lâché.

A Nyakabiga, un blessé par balle à l'épaule était emmené par la Croix-Rouge à l'hôpital. « Je suis tué par Nkurunziza ! », a-t-il crié, en faisant un signe de croix. Selon un journaliste de l'AFP, la police, qui a, là aussi, utilisé des gaz lacrymogènes, a tiré sur les manifestants sans sommation.

Décision attendue de la Cour constitutionnelle

Les manifestants disent inconstitutionnel un éventuel nouveau mandat du président Nkurunziza, arrivé au pouvoir en 2005, après la signature de l'accord d'Arusha. Cet accord, qui met fin à dix ans de guerre civile au Burundi, limite à deux le nombre de mandats présidentiels. Or, le chef de l'Etat a été réélu en 2010.

La Cour constitutionnelle doit se prononcer dans les jours à venir sur la validité de la candidature de Pierre Nkurunziza. Mais, déjà, les opposants accusent ces juges d'être saisis uniquement pour la valider. Le vice-président de cette même Cour a annoncé lundi soir avoir fui le pays pour ne pas céder aux pressions exercées. « En mon âme et conscience, j'ai décidé de ne pas apposer ma signature sur un arrêt, une décision, qui carrément est à côté de la loi et qui a été imposée de l'extérieur, qui n'a rien de juridique », a expliqué le juge à l'AFP.

Avant même la décision de la Cour constitutionnelle, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a estimé que cette candidature à un troisième mandat était contraire à la Constitution du pays. « Nous sommes profondément préoccupés par la décision du président Pierre Nkurunziza, qui va à l'encontre de la Constitution de ce pays », a-t-il déclaré devant la presse à l'occasion d'une visite officielle au Kenya.

Burundi-Candidature de N'Kurunziza: John Kerry tranche
burkina24.com/2015/05/04

En attendant que la Cour constitutionnelle burundaise situe la recevabilité de la candidature de Pierre Nkurunziza à la présidentielle pour un 3e mandat, John Kerry, le secrétaire d'Etat américain, en visite au Kenya, a dissuadé dimanche l'actuel Président de ce pays sur ses ambitions.

« Nous sommes profondément préoccupés par la décision du président Pierre Nkurunziza, qui va à l'encontre de la Constitution de ce pays », a déclaré lundi à Nairobi John Kerry, devant la presse à l'occasion d'une visite officielle au Kenya.

Cette sortie de l'émissaire du Président Américain fait suite à un communiqué du département d'Etat au lendemain de la désignation de Nkurunziza par son parti comme candidat à la présidentielle, le 25 avril : « Nous regrettons cette importante occasion manquée, mais le dur travail de construction des institutions et des pratiques démocratiques doit continuer... Les États-Unis continueront à observer la situation de près et à prendre des mesures ciblées, y compris, lorsque ce sera approprié, en décidant des refus de visas américains »,

Depuis lors, l'opposition a pris d'assaut les rues de Bujumbura pour protester contre ce qu'elle considère comme étant un hold-up constitutionnel et contraire à l'accord d'Arusha qui avait mis fin à la longue et récente guerre civile (1993-2006). Ces manifestations sont durement réprimées par le pouvoir dont les forces de l'ordre n'hésitent pas à tirer à balles réelles.

« Les États-Unis continueront à observer la situation de près et à prendre des mesures ciblées, y compris, lorsque ce sera approprié, en décidant des refus de visas américains », avait poursuivi le département dans son communiqué, ajoutant que les États-Unis tiendraient pour responsables les

personnes qui participent, programment ou ordonnent des violences contre la population civile.

Le gouvernement, quant à lui, avait considéré les manifestants comme des « terroristes » et des « ennemis » du pays.

Kouamé L.-Ph. Arnaud KOUAKOU

Burundi : l'Ombudsman appelle au respect de la loi concernant les manifestations

(Source: Xinhua)/05.05.2015

Alors que des Burundais manifestent contre la candidature du président Pierre Nkurunziza à la prochaine élection présidentielle, l'Ombudsman burundais Mohamed Rukara a appelé lundi les acteurs politiques du pays à respecter la Constitution et l'Accord d'Arusha de 2000.

"J'appelle les acteurs sociopolitiques à respecter la Constitution nationale et l'Accord de 2000 d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi. J'appelle également la population du Burundi à respecter la Charte de l'unité et à vivre en harmonie malgré leurs divergences politiques et ethniques", a déclaré M. Rukara.

Il a également appelé les forces de sécurité et de défense à toujours rester "neutres" et à protéger les habitants conformément à la Constitution.

Les gens "ont le droit" de manifester pour protester, a-t-il dit, leur demandant cependant de respecter les lois sur les rassemblements et manifestations publics et d'éviter toute violence lors des manifestations.

M. Rukara a tenu ces propos alors que les manifestations sont entrées dans leur deuxième semaine dans différentes communes de Bujumbura, la capitale du Burundi.

Désigné comme candidat du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, à l'élection présidentielle du 26 juin, M. Nkurunziza briguera un troisième mandat, tandis que la Constitution et l'Accord d'Arusha stipulent que le président de la République est élu pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois.

RWANDA :

RDC CONGO :

UGANDA :

SOUTH AFRICA :

TANZANIA :

Bus driver strike paralyzes business and travel in Tanzania

eturbonews.com/05/05/2015

Bus drivers across Tanzania on Monday went on strike, paralyzing business and travel services across Tanzania, leaving tens of thousands of local and foreign travelers stranded in the capital city of Dar es Salaam and other big towns in this African country.

The sad situation began early Monday when all drivers across Tanzania laid down their tools, leaving passenger buses parked at various terminals, in their overdue complaint of poor transport facilities in Tanzania, corruption from security and government authorities, and lack of permanent employment contracts with their employers.

Foreign tourists traveling from the capital city of Dar es Salaam to various parts of Tanzania and Kenya were left stranded at the bus terminal with no help from government authorities. Buses plying from Dar es Salaam to the Kenyan capital of Nairobi were seen parked at Ubungu Bus terminal outside the city.

There is a good number of tourist bookings from Dar es Salaam, Moshi, and Arusha to Nairobi through passenger buses.

The drivers went on strike to oppose a new set of regulations limiting the speed of upcountry buses to 80 km per hour and the demand for a mandatory driving course for all drivers renewing their licenses, as well as working compliance with their employers.

Secretary of the association of bus drivers and lorries in Tanzania, Rashid Salehe, said if the Tanzanian government had not given them convincing reasons on their key demands, this strike will take more days.

The drivers said they had resolved to strike since the government had so far failed to pressure bus owners to offer them job contracts, while some government officials and the traffic police officers seek kickbacks from bus owners as a protection to suppress the drivers.

They as well complained of rampant corruption in the government transport authorities, also the failure by the government of Tanzania to control frequent road accidents which kill an average of 4,000 people every year, among them, the bus drivers. Tanzania is on top among road accident-prone countries in Africa and where road carnage incidents are a common picture of the day.

Some accidents in rural areas go unreported through newspapers and the police sources, bringing the figure of people dying on road carnages standing bigger than the official, reported figures.

Stranded passengers, including school children, in Dar es Salaam were seen waiting for transport to several destinations and schools with no success the whole Monday.

Police used tear gas canisters to disperse crowds of drivers and bus attendants who wanted to

interact with Tanzanian Prime Minister Mr. Mizengo Pinda, but with no success.

Lacking air, rail, and marine transport services, Tanzania with a population of almost 45 million depends on road transport where more than 2,000 buses leave the capital city of Dar es Salaam daily to various destinations in Tanzania and neighboring countries of Kenya, Uganda, Rwanda, Burundi, Malawi, Zambia, and Zimbabwe.

A number of budget tourists prefer passenger buses, mostly those heading to northern Tanzania's premier wildlife parks of Ngorongoro, Lake Manyara, Arusha, Tarangire, Serengeti, and Mount Kilimanjaro.

Tanzania stands among African countries lacking affordable and frequent airline services and rail connections to its most parts, making it hard for public to move from one place to another smoothly.

Even worse is the capital city of Dar es Salaam where residents suffer transport woes during pick hours as most buses are owned by corrupt officials and greedy individuals who look for super profits from pockets of the public.

There is no official public transport under the management of the city or municipal authorities in Dar es Salaam, making transport services in the city with approximately 5 million people a headache.

KENYA :

ANGOLA :

AU/AFRICA :

APRA Moves To Change Western Perception About Africa

Friday Atufe/leadership.ng/May 5, 2015

African Public Relations Association (APRA) has conceived a multidimensional initiative tagged "Campaign Africa" to drive home the African narrative in a bid to change negative perception associated with the African continent, especially by Western countries.

This initiative encompasses a narrative of hope, renewal and of endless possibilities and will draw stakeholders from around the continent and beyond in order to facilitate the journey towards a more positively perceived and prosperous Africa.

Secretary general of APRA, Mr. Yomi Badejo-Okusanya disclosed this at a press briefing held in Lagos recently on the forthcoming 27th edition of the African Public Relations Association (APRA) Conference billed for Younde, Cameroon, later this month. The theme of the conference is "Africa Trending: Contemporary Challenges, Opportunities in Reputation and Crisis Management."

According to him there is no gainsaying the fact that Africa is a bright continent with adequate human and material resources. However, after decades of independence, Africa remains the least developed continent in the world. It is often discussed with emphasis on the narrative of war, poverty and disease. It is even referred to as the Dark Continent and African people, no matter their standard of education and achievements, are looked down upon and ridiculed everywhere. He said Africa needs a voice of her own to overcome the negative voices that have overshadowed her own for decades. “Africa’s failure to have a voice of her own , tell her own story, sing her song, paint her own images, gives the rest of the world and even Africans a distorted view of the African continent.

This has impacted negatively on the socio-economic growth and eventual development of the continent.

Badejo-Okusanya said in a bid to drive this narrative and frame the vision and reputation of the continent for generations yet unborn, the duty has fallen on APRA as reputation and image builders, to steer this ship; to gather under one umbrella, the crop of thriving African corporations and individuals who represent what Africa stands for and the possibilities that abound on the continent and preach the gospel of a positive Africa from as many platforms as possible.

“Campaign Africa is poised to re-introduce Africa as the next frontier for opportunities to investors and business prospects with the aim of showing them what they are liable to enjoy – for a lifetime, as benefits of our re-emerging continent.

“We are happy to announce that the conference is endorsed by the African Union and also enjoys the support of the Government of Cameroon. As a matter of fact, the Prime Minister of Cameroon, HE Mr. Philemon Yang will chair the opening ceremony and also declare the conference open, while the Cameroonian minister of Communications, Mr. Issah Tchiroma Bakary will deliver the Keynote address,” Badejo-Okusanya said.

The conference is expected to draw more than 200 attendees, including speakers and facilitators from all over Africa, Europe, Asia and North America, who will deal with such diverse topics as Global Tendencies in the PR Industry, Developing Communication Strategy, Reputation Management, Effective Internal Communications/Employer Branding, Leadership & Communication as well as Crisis Communication Theory, Case Study and a group crisis simulation exercise.

UN/AFRICA :

US/AFRICA :

CANADA/AFRICA :

AUSTRALIA/AFRICA :

EU/AFRICA :

CHINA/AFRICA :

INDIA/AFRICA :

BRAZIL/AFRICA :

EN BREF, CE 05 Mai 2015... AGNEWS/DAM, NY, 05/05/2015